

Trois questions aux...responsables des partis politiques (suite & fin) Séraphin Ndaot Rembogo (PDS)

"Les prochaines élections offrent aux électeurs l'opportunité de réaliser cette alternance au niveau du Parlement"

Propos recueillis par Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

L'union. Monsieur le président, votre parti s'appête à participer aux élections couplées législatives et Locales. Les listes de candidatures publiées par le Centre gabonais des élections (CGE) ont suscité un volumineux contentieux auprès de la Cour constitutionnelle. Quel regard jetez-vous, de manière générale, sur l'organisation desdits scrutins ?

Séraphin Ndaot Rembogo : D'abord, il est normal que le PDS participe aux différentes consultations électorales conjointes des 6 et 27 octobre prochains. Notre objectif, comme tout parti politique, est d'accéder au pouvoir et cette quête passe par des élections. Nous avons à concourir dans les neuf provinces du Gabon. Ensuite nous constatons, comme vous, l'engouement suscité par ces élections, d'autant que le Dialogue politique d'Angondjé a débouché sur des réformes qui permettent d'augmenter la transparence électorale tant recherchée. Ce qui explique la toquade constatée lors des différentes phases qui précèdent le vote. A cet égard, il n'échappe à personne que, les mêmes acteurs politiques, qui ont stigmatisé le Dialogue politique, sont aujourd'hui d'accord pour aller aux élections, à l'exception de quelques individus. C'est bien parce qu'il faut en finir avec les Assemblées monocolors qui desservent la démocratie. Sur le contentieux, cela va dans l'ordre des choses. En effet, la politique étant un combat d'idées, il va sans dire qu'un combat politique engendre souvent des contentieux qui sont toujours réglés par un organe qui se veut neutre et c'est la mission qui est dévolue à la Cour constitutionnelle. Là également, c'est dans



Photo : Ariside Mousavou

Séraphin Ndaot Rembogo.

l'ordre des choses. Il faut ajouter que le contentieux en cause vise uniquement le problème des candidatures. Enfin, pour parler de l'organisation, il semble qu'une appréciation dans ce cas ne peut se faire qu'à l'issue des élections. Cependant, nous nous inquiétons d'ores et déjà des manœuvres des candidats nantis et peu scrupuleux qui se reconnaîtront dans nos propos, qui s'adonnent déjà à des pratiques sordides qui consistent notamment à acheter les récépissés d'enrôlement et à soudoyer les jeunes en situation de précarité. L'objectif recherché par eux étant de voter en leurs lieux et places, par procuration. Ils vont encore plus loin en demandant à certains de nos candidats de démissionner de notre parti ou de se retirer des listes. Je dis que cette imposture

est condamnable et même antidémocratique, puisqu'elle porte un préjudice à notre parti, au candidat qui se laisse corrompre et même à la classe politique toute entière.

D'aucuns considèrent que ces élections ont plusieurs enjeux, non seulement par rapport à la configuration de la prochaine Assemblée nationale, mais aussi pour la gestion des Conseils locaux. Comment appréciez-vous vos chances ?

- Pour le PDS, les élections conjointes des 6 et 27 octobre prochains comportent trois enjeux majeurs : la crédibilité de la prochaine Assemblée nationale, par la capacité intellectuelle et la légitimité populaire des députés qui vont y siéger. L'application effective de la loi sur la décentralisation, aux fins de pourvoir les organes qui seront chargés de promouvoir le développement des espaces de proximité, à condition que la gouvernance de ceux-ci soit une gouvernance d'une intégrité sans faille. Ce qui n'a pas toujours été le cas. C'est un test de popularité pour chaque écurie politique. En effet, au cours de cette élection chaque formation politique aura à faire la démonstration de son impact réel sur l'échiquier politique national. La force et le poids d'un parti politique se mesurant sur sa légitimité populaire. Nous croyons fermement qu'un leader politique qui entend s'exprimer au nom du peuple doit forcément bénéficier de l'onde populaire, qu'est le vote. Sinon, au nom de qui parlerait-il ? Nous souhaitons qu'à l'issue de ce processus électoral, le Gabon en finira avec cette kyrielle de par-

tis politiques aux résultats microscopiques qui encombrant inutilement le paysage politique, comme du reste l'avait acté la concentration politique d'Angondjé, laquelle concentration par ailleurs attend toujours la mise en place effective du Comité de suivi et son fonctionnement.

Pour certains, les prochaines élections devraient apporter l'apaisement du climat sociopolitique dans notre pays. D'autres n'y croient pas. Par rapport à cela, quels messages avez-vous à livrer aux citoyens gabonais en général, et aux électeurs en particulier ?

- Il est à observer que les graves crises politiques que notre pays a connues sont essentiellement post-électorales. Autrement dit, notre pays souffre d'une "crise aiguë des urnes". Celle-ci est récurrente. C'est dire que l'apaisement et la paix du climat sociopolitique sont également tributaires de l'organisation des compétitions politiques. Si les prochaines élections sont organisées sur la base de la transparence et de l'intégrité des résultats, il n'y a pas à s'inquiéter a priori de la détérioration du climat sociopolitique post-électoral. Il appartient donc à ceux qui organisent ces élections d'y veiller. Pour notre part, nous lançons aux électeurs le message de participer massivement au prochain vote afin de faire le meilleur choix des mandataires qu'ils désigneront pour mieux défendre leurs intérêts aux différentes Assemblées à venir. Il est évident qu'aujourd'hui la grande majorité des Gabonais souhaitent vivement un changement, c'est-à-dire l'alternance à la gouvernance du pays. Et précisément les prochaines élections offrent aux électeurs l'opportunité de réaliser cette alternance au niveau du Parlement. Ce choix doit être pour les électeurs, une option raisonnée, basée sur le bilan de ceux qui ont géré et sur les perspectives qui reposent sur la solidité et le réalisme de l'offre politique des différents candidats.

Elections couplées à venir/Taux de participation

L'inconnu du moment



Photo : F. M. MOMBO/ L'Union

Les membres du bureau du CGE lors de leur prestation de serment.



Photo : LLIM/ L'Union

Peu d'engouement pour le retrait des cartes d'électeurs.



Photo : Stephane MASSASSA

Les électeurs lors d'un précédent scrutin.

M. A.M.
Libreville/Gabon

LE peuple gabonais devra accomplir son devoir civique les 6 et 27 octobre prochains, dans le cadre des élections couplées (législatives et locales) 2018. Evènement inédit dans l'histoire politique du Gabon. C'est dans cette

perspective que les différents états-majors des partis politiques et des candidats indépendants qui ont décidé de prendre part à ces scrutins, s'activent depuis quelque temps, afin de mieux affronter les échéances électorales qui pointent à l'horizon. Depuis la période de pré-campagne et ce jusqu'à ce jour, date officielle de l'ouverture de la campagne,

ces derniers lancent à l'encontre des leurs, des messages précis visant à mobiliser leurs troupes. D'un autre côté, plusieurs acteurs de la scène politique gabonaise prônent le boycott. Chacun évoquant ses raisons. Avec cette catégorie, il apparaît clairement qu'un certain nombre de militants, sympathisants et électeurs s'appuieront sur les mots d'ordre de leurs leaders.

Dès lors, la problématique du taux de participation à ces élections couplées pourrait se poser. En clair, d'aucuns se demandent qu'elle sera l'attitude des électeurs le 6 et 27 octobre prochains ? Ce d'autant que, quelques inquiétudes se font sentir. D'abord le manque d'engouement observé au niveau du retrait des cartes d'électeurs depuis le lancement de cette opération il

y a plus d'une semaine. Même si, il est connu de tous que les électeurs gabonais attendent toujours les derniers jours pour retirer leurs cartes. Puis, le découragement par rapport à la présidentielle d'août 2016 qui, pour certains qui contestent toujours les résultats finaux. Les acteurs politiques engagés dans ces échéances vont-ils convaincre les électeurs à se rendre mas-

sivement aux urnes le moment venu ? Ajouter à cela, le silence actuel du Centre gabonais des Elections (CGE) à qui incombe la campagne de communication autour desdites élections. Cet organe réussira-t-il à mener une campagne efficace ? Dans tous les cas, tous les observateurs apprécieront le taux de participation aux scrutins des 6 et 27 du mois prochain.